



Le scandale Swiss Leaks met en évidence la complicité de la banque HSBC et des clients et entreprises qui ont pratiqué une évasion fiscale de masse entre les années 1988 et 2007. Les 5 premiers pays qui ont pratiqué l'évasion fiscale sont la Suisse, l'Angleterre, le Venezuela, les USA et la France. Ces 5 pays totalisent une évasion fiscale d'environ 93,6 milliards de dollars. Et on pensait que l'évasion fiscale concernait uniquement les pays riches, mais il s'avère que Madagascar est également dans la liste.



Les chiffres de Swiss Leaks concernant Madagascar

Pour Madagascar, Swiss Leaks rapporte une évasion fiscale d'environ 146,3 millions d'euros. 31 clients sont impliqués qui ont ouvert 74 comptes bancaires. L'activité la plus forte concerne 50 % des comptes et elle a commencé à partir de 2006 qui est l'année de la genèse du trafic de bois de rose, des métaux précieux ainsi que des ressources naturelles.

Sur 31 clients, il y a en 10% (soit 3 personnes) qui possèdent un passeport malgache.

Ces informations ne nous disent pas le plus important, qui est les noms et entreprises qui ont pratiqués cette évasion fiscale. Toutefois, les chiffres nous pointent vers des pistes où la majorité des évadés fiscaux sont des entités étrangères. Le type de compte fourni par Swiss Leaks est également intéressant. On a la moitié des comptes qui appartiennent à des particuliers et l'autre moitié qui fait partie de l'Offshore, donc des entreprises principalement présente dans le transport.

L'information partielle de Swiss Leaks



Même si tout le monde parle de Swiss Leaks, il faut prendre ces informations avec précaution. La base d'une fuite est qu'elle doit totale et entièrement non censurée. Dans cette affaire, c'est l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists) qui nous propose ces données. On n'a aucun nom et uniquement des chiffres même si l'ICIJ affirme qu'il a obtenu ces informations de la police fiscale des pays respectifs. Mais le problème est que ce sont ces journalistes qui choisissent les informations à publier. On peut se demander pourquoi ils ne proposent pas toute la base de données en brut, comme le fait Wikileaks, et c'est ensuite à chacun de tirer ses conclusions.



A bien des égards, Swiss Leaks ressemble à une propagande pour révéler l'évasion fiscale de quelques-uns pour cacher le plus grand nombre. Il va sans dire que la totalité des banques dans les pays pratiquant l'assouplissement fiscal sont aussi coupables que la HSBC.

Diana Gingras, 9 février 2015